

# BULLETIN 41-42

# LANGUES OFFICIELLES

Développement des communautés  
et dualité linguistique

MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 41 ET 42 DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

[www.patrimoinecanadien.gc.ca/bulletin41-42](http://www.patrimoinecanadien.gc.ca/bulletin41-42)

Vol. 14, n° 1

Hiver 2008

## 4 INFO-CULTURE



## 6 JEUNESSE



## 12 ÉCONOMIE



## 3 La ministre Verner fait fureur!



La ministre Josée Verner (au centre) en compagnie de  
Véronique Cloutier et Sébastien Benoit, animateurs de  
l'émission spéciale : Jour de l'an/ Dernière de *La fureur*.



Patrimoine  
canadien Canadian  
Heritage

Canada



# DANS CE NUMÉRO...



Prière de nous acheminer vos commentaires et observations.

### Coordination

Claire Noël  
Tél. : 819-994-3979  
Télééc. : 819-953-3942

### Révision

Pierrette Jutras  
Mariam Adshead

### Courriel

bulletin41-42@pch.gc.ca

### Site Web

[www.patrimoinecanadien.gc.ca/bulletin41-42](http://www.patrimoinecanadien.gc.ca/bulletin41-42)

La reproduction des textes est autorisée avec mention de la source.

### Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada  
ISSN 1480-7289



- 3 La ministre Verner fait fureur!
- 3 Forum sur les bonnes pratiques
- 4 Zones Théâtrales 2007
- 5 *La Voisine* remporte un prix au Festival du film de l'Atlantique
- 5 Un appui accru aux éditeurs des communautés de langue officielle en situation minoritaire
- 5 Lancement de l'e-cinéma en Acadie
- 6 Les coordonnateurs nationaux accordent la priorité à la jeunesse
- 7 Le gouvernement du Canada et la jeunesse
- 8 Établir des liens avec les jeunes Canadiens
- 8 Premier Choix aide les jeunes Manitobains à se trouver un emploi
- 9 Les femmes et le pouvoir d'influence
- 9 Un site Web bilingue entièrement animé par des jeunes
- 10 Campagne des langues officielles
- 10 Principaux enjeux des communautés anglophones de Montréal
- 11 Recherche sur les services de garde en français
- 11 L'École de la fonction publique joue un rôle actif en langues officielles
- 12 Le comité RDÉE Atlantique/APÉCA
- 12 Les entreprises du Manitoba percent les marchés francophones
- 13 10 ans de collaboration
- 13 Lauriers de la PME 2007
- 14 Éducacentre lance son Campus virtuel
- 14 Attirer les touristes francophones dans l'Ouest canadien
- 15 Visite pédagogique de Saint-Camille
- 15 Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone du Québec
- 16 Promotion des services bilingues
- 16 Ajout aux priorités pour favoriser l'immigration au sein des communautés
- 17 Dialogue prometteur entre le CRTC et les communautés
- 17 De l'information continue dans les deux langues officielles partout au pays
- 18 Concertation interministérielle dans l'Ouest
- 18 L'après-Sommet des communautés francophones et acadiennes
- 19 La culture en cyber évolution!
- 19 Pour un meilleur accès aux services de santé
- 20 Semaine de la dualité linguistique à TPSGC
- 20 Chantal Alarie à la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne



### Sources Mixtes

Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés.  
[www.fsc.org](http://www.fsc.org) Cert no. ???????????  
© 1996 Forest Stewardship Council

Le *Bulletin 41-42* est une publication de la Direction de la concertation interministérielle de Patrimoine canadien. Il tire son nom des articles 41 et 42 de la *Loi sur les langues officielles (LLO)* : l'article 41 engage le gouvernement fédéral à favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) et à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne; l'article 42 mandate le ministère du Patrimoine canadien, via la concertation interministérielle, pour susciter et encourager une approche concertée pour l'exécution de cet engagement.

Le *Bulletin 41-42* vise à faire connaître les mesures prises par les institutions fédérales pour appuyer le développement des CLOSM et promouvoir la dualité linguistique, et refléter les résultats concrets découlant de la concertation interministérielle.

# La ministre Verner fait fureur!

Juste à peine quelques heures avant le lancement officiel des Fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec, le 31 décembre 2007, la Ministre Josée Verner a participé au dernier jeu musical *La fureur* présenté à la télévision de Radio-Canada. Près de 4 000 personnes se sont réunies au Pavillon de la jeunesse sur le site d'ExpoCité à Québec afin de prendre part à cette grande fête spéciale.

Patrimoine canadien a accordé un appui financier de 308 000 \$ à la Fondation canadienne pour le dialogue des cultures afin de produire cette émission spéciale. Cet appui était accordé dans le cadre du programme de Mise en valeur des langues officielles qui vise à favoriser une meilleure compréhension ou appréciation de la dualité linguistique, et le rapprochement, tant sur le plan linguistique que culturel, des membres des deux communautés de langue officielle.

## Forum sur les bonnes pratiques

*Avec la collaboration de Mariam Adshead, Patrimoine canadien*

Le 29 novembre 2007, l'Agence de la fonction publique du Canada a tenu son troisième Forum sur les bonnes pratiques en matière de langues officielles en partenariat avec le ministère du Patrimoine canadien et le Conseil du Réseau des champions des langues officielles. Le Forum permet aux champions et cochampions des langues officielles des ministères, organismes et sociétés d'État, ainsi qu'aux coordonnateurs nationaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41 (partie VII) de la *Loi sur les langues officielles* et fonctionnaires responsables des parties IV, V et VI de la *Loi* de se réunir et de discuter d'enjeux liés aux langues officielles au sein de leur institution respective.

Nicole Jauvin, présidente de l'Agence de la fonction publique du Canada, a parlé de l'importance du partage des bonnes pratiques, particulièrement dans le contexte du renouvellement de la fonction publique, lequel fournit une excellente occasion d'ancrer le bilinguisme plus solidement dans la culture organisationnelle fédérale. Elle a aussi annoncé le lancement de quatre feuillets d'information sur les langues officielles dont une sur l'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. Judith A. LaRocque, sous-ministre du Patrimoine canadien, a parlé du Guide à l'intention des institutions fédérales portant, sur les améliorations apportées à la partie VII de la *Loi*, ainsi que des « mesures positives » que toutes les institutions ont maintenant la responsabilité de prendre. Elle a fait référence à la politique interne sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire et la dualité linguistique adoptée par Santé Canada, de la politique semblable actuellement élaborée à la Société canadienne des postes, ainsi que de la prise en compte par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes des besoins de ces communautés lorsqu'il élabore ses politiques.

Invité spécial au Forum, Graham Fraser, commissaire aux langues officielles, a rappelé l'importance de mettre en lumière les réussites plutôt que de s'attarder aux critiques et de souligner le concept de respect des droits linguistiques dans

le cadre des droits de la personne, ainsi que de la nécessité de renforcer la partie VII de la *LLO*. Il a indiqué que l'absence de définition de ce qui constitue des mesures positives donne la chance aux institutions fédérales d'être créatives et proactives. Parmi les bonnes pratiques présentées, notons les suivantes :

- Air Canada organise des séances de formation à l'intention de ses employés qui ne sont pas bilingues pour leur permettre de participer à des conversations rudimentaires avec les passagers sur les aspects les plus courants du transport aérien;
- deux comités nationaux sur les ressources humaines et le développement économique (un pour les francophones hors Québec et l'autre pour les anglophones du Québec) ont réussi à combiner les efforts de divers ministères partenaires et de représentants de communautés de langue officielle en situation minoritaire pour élaborer de bonnes pratiques en matière de développement communautaire;
- le Bureau de la traduction s'est engagé à améliorer les communications écrites du gouvernement fédéral en veillant à ce qu'elles soient rédigées de façon claire et efficace pour favoriser leur compréhension par l'ensemble du public canadien, y compris les personnes peu alphabétisées;
- les conseils fédéraux régionaux des provinces de l'Atlantique ont organisé un symposium sur la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* à l'Île-du-Prince-Édouard;
- Ressources naturelles Canada a élaboré un programme de formation linguistique intégré à la vie au travail de ses participants; et
- l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien offre des incitatifs financiers pour recruter davantage d'agents de contrôle bilingues.

Donc, un forum des plus réussis, au taux de participation élevé et à sa rehausser la sensibilisation aux langues officielles dans les institutions fédérales!



# CULTURE

## INFO-CULTURE



## Zones Théâtrales 2007

*Avec la collaboration d'Anne Tanguay, Centre national des Arts*

**L**e Festival Zones Théâtrales, produit par le Théâtre français du Centre national des Arts, s'est tenu du 6 au 15 septembre 2007 dans divers lieux de la région d'Ottawa/Gatineau. Cet événement biennal a pour mandat de présenter des spectacles de théâtre professionnels créés par des artistes des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec. Paul Lefebvre, responsable artistique du Festival, signale que « cette deuxième édition a permis de confirmer que cet événement est le principal lieu de rencontre des artistes et des artisans de théâtre de la francophonie canadienne ».

Tout comme lors de l'édition 2005, le Festival a été marqué par une collaboration avec le Centre des auteurs dramatiques pour une série de quatre lectures. Signalons que des quatre textes lus en 2005, trois ont connu depuis une production professionnelle. Cette année, le public a pu assister à la lecture des six textes du Projet Rideau, créé en partenariat avec le Magnetic North Theatre Festival et le Théâtre la Catapulte. Ces textes alimenteront six courtes pièces – trois en français et trois en anglais – d'auteurs de la région d'Ottawa/Gatineau qui seront jouées en 2009.

L'un des faits saillants du Festival a été sans contredit la conférence de Graham Fraser, commissaire aux langues officielles, qui avait pour thème « Les arts et l'épanouissement

des collectivités francophones en situation minoritaire ». Comme M. Fraser le soulignait dans son allocution, « Le Festival Zones Théâtrales montre de manière convaincante que les collectivités francophones partout au Canada savent allier patrimoine et création, et ce, avec brio. Choisir le théâtre, c'est choisir l'action dans la communauté, parce que le théâtre distille l'essence de la vie communautaire. »

**L'un des faits saillants du Festival a été sans contredit la conférence de Graham Fraser, commissaire aux langues officielles, qui avait pour thème « Les arts et l'épanouissement des collectivités francophones en situation minoritaire ».**

Le Festival a suscité maints coups de cœur et rencontres entre le public de la région de la capitale nationale et les artistes venus de l'Ontario, de l'Acadie, du Québec, de la Colombie-Britannique et des Prairies, mais aussi des rencontres entre les artistes et les nombreux diffuseurs, directeurs artistiques et autres professionnels du spectacle au Canada. Pendant dix jours, près de 4 000 festivaliers ont assisté aux dix différentes productions et ont participé aux activités de la Zone franche (les « lendemains de la veille »), la Zone de libre-échange (les lectures, les conférences et la table ronde) et la Zone grise (les 5 à 7 et les fins de soirée). Il s'agit d'une augmentation de 22 % de l'assistance par rapport à la première édition en 2005.

# La Voisine remporte un prix au Festival du film de l'Atlantique

Avec la collaboration de Ginette Pépin, Téléfilm Canada

**L**a Voisine, de Pamela Gallant, du Nouveau-Brunswick, a remporté le prix du meilleur court-métrage au Festival du film de l'Atlantique à Halifax. « C'est avec un très grand plaisir que nous avons appris la nouvelle de cette première distinction pour le film de Pamela Gallant », a déclaré la productrice Cécile Chevrier. « Compte tenu du fait que La Voisine, un film tourné en français, a dû être sous-titré pour les besoins du Festival, qui n'accepte que des versions anglaises dans sa programmation, c'est là un très bon coup et nous tenons à féliciter chaleureusement sa réalisatrice », a poursuivi la présidente des Productions Phare-Est, de Moncton. Pas moins d'une cinquantaine de films étaient en lice pour ce prix.

Tourné au printemps dernier dans la région de Cap-Pelé et à Shediac, au Nouveau-Brunswick, le court métrage La Voisine a été produit dans le cadre du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO) entre Patrimoine canadien et Téléfilm Canada en collaboration avec l'Office national du film et Radio-Canada. Cette initiative avait pour but de favoriser le développement des compétences en dramatique télévisuelle pour les auteurs, les réalisateurs et les producteurs œuvrant en français à l'extérieur du Québec. Outre la réalisation, Pamela Gallant signe le scénario et le montage de ce court-métrage.

## Un appui accru aux éditeurs des communautés de langue officielle en situation minoritaire

Avec la collaboration de Doris Boivin, Patrimoine canadien

**L**e Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) de Patrimoine canadien offre une aide accrue aux éditeurs canadiens des communautés de langue officielle en situation minoritaire. En effet, le programme a modifié plusieurs de ses critères pour accorder davantage de souplesse à l'égard de ces communautés. Durant l'exercice financier 2007-2008, le PADIÉ soutient financièrement six éditeurs du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).

Le programme appuie notamment les projets de vente directe de livres, la promotion et la commercialisation en librairie. Il appuie également le bureau ZOF (zone francophone) à Montréal, qui vise à appuyer et à aider les auteurs de la francophonie canadienne à l'extérieur du Québec à se tailler une place sur le marché québécois, en particulier celui de Montréal. Enfin, la flexibilité aux critères du PADIÉ auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire, a eu pour résultat une hausse importante des contributions aux membres du RÉCF.

## Lancement de l'e-cinéma en Acadie

**A** l'occasion du Festival international du cinéma francophone en Acadie, l'Office national du film du Canada (ONF) a dévoilé le nom des partenaires de son projet pilote d'implantation, l'e-cinéma en Acadie. Grâce à son équipement ultraléger, l'e-cinéma offre une plus grande diversité d'œuvres en format numérique de qualité, à moindre coût. Ce projet rassembleur, d'une durée de trois ans, est réalisé avec l'appui du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle entre Patrimoine canadien et l'ONF et sera implanté dans des salles de cinq villes du Nouveau-Brunswick d'ici la fin de l'année, soit à Moncton,

à Kedgwick, à Bouctouche, à Caraquet et à Edmundston. Ce projet de distribution numérique rend accessible au public acadien éloigné des grands centres une programmation riche et variée, en permettant aux partenaires d'offrir au public des rendez-vous ONF gratuits ainsi que d'autres projections. Les programmes de films de l'ONF seront choisis en collaboration avec les responsables de chaque salle. L'ONF se charge également de l'installation et du soutien technique pour toute la durée du projet-pilote. Le lancement officiel de la programmation a eu lieu 21 janvier 2008.

# JEUNESSE

## Les coordonnateurs nationaux accordent la priorité à la jeunesse!

*Avec la collaboration de Claire Noël, Patrimoine canadien*

**L**e 4 octobre 2007, la Direction de la concertation interministérielle (DCI) de Patrimoine canadien a réuni au Centre national des Arts à Ottawa les coordonnateurs nationaux et régionaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, dans le but de les sensibiliser à la nécessité d'agir en faveur du développement de la vitalité des jeunes vivant en situation linguistique minoritaire au pays. Pour ce faire, la DCI a fait appel aux principaux organismes communautaires représentant la jeunesse canadienne, soit la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) et le Quebec Community Groups Network (QCGN).

Bill Floch, gestionnaire de la recherche aux Programmes d'appui aux langues officielles, a partagé les résultats tirés d'une analyse faite à partir des deux enquêtes d'opinion publique réalisées par la firme Ipsos-Reid pour différents ministères du gouvernement fédéral dont Patrimoine canadien, réalisées auprès de plus de 2 000 jeunes Canadiens âgés entre 12 et 30 ans.

Une place de choix a été accordée aux organismes communautaires qui en ont profité pour communiquer leurs priorités aux institutions fédérales présentes. Sylvain Groulx, directeur général de la FJCF, et Éric Mathieu-Doucet, du bureau du Nouveau-Brunswick, ont partagé leur « recette » contenant tous les « ingrédients » nécessaires à l'atteinte des objectifs des ministères en matière de langue officielle afin d'y mettre un peu de « piquant ». Randy Boissonneault, RDÉE-Alberta et président du comité organisateur des Jeux de la francophonie canadienne, qui se tiendront à Edmonton en 2008, a souligné que ces jeux contribuent sans contredit à rehausser le sentiment d'appartenance à l'identité francophone des jeunes francophones en Alberta. Quant aux enjeux que doivent relever les jeunes anglophones au Québec,



De gauche à droite, deuxième rangée : Kevin Dobie (QCGN), Randy Boissonneault (RDÉE Alberta), Éric Mathieu-Doucet (FJCF Nouveau-Brunswick) et Sylvain Groulx (FJCF). Première rangée : Nina Kim (QCGN), France Caissy (PCH), Louise L. Trahan (PCH) et Marjolaine Guillemette (PCH).

ils sont également nombreux. Selon le QCGN, dont l'action vise à soutenir les jeunes canadiens de langue anglaise au Québec, il importe de jeter des ponts entre les divers paliers de gouvernement, les entreprises privées et les organismes communautaires afin de bâtir les infrastructures nécessaires au développement de leur clientèle. Le QCGN entend contribuer à cet effort en s'attaquant aux défis suivants : l'exode des jeunes, l'accès à l'emploi, le développement de dynamiques nouvelles en milieu de travail, la mobilisation renouvelée des leaders au sein de la communauté, une présence plus visible des jeunes anglophones du Québec au plan national, etc.

La rencontre s'est poursuivie sous forme d'une table ronde réunissant les représentants de la jeunesse canadienne en situation minoritaire et les diverses institutions fédérales. À titre d'exemple, les participants ont été en mesure d'en apprendre davantage sur le Programme d'action communautaire pour les enfants, ainsi que sur le Centre d'excellence pour l'engagement des jeunes, de l'Agence de santé publique du Canada. Service Canada a notamment présenté ses programmes Connexion compétences, Objectif carrière, ainsi que ses programmes de stages et d'emplois d'été, tandis que Patrimoine canadien a partagé de l'information sur ses forums et échanges Jeunesse Canada. Cette rencontre a sans contredit permis de créer un rapprochement entre les organismes jeunesse et les institutions fédérales.

# Le gouvernement et la jeunesse

Avec la collaboration de Martin Durand, Patrimoine canadien

**V**oici quelques-uns des résultats tirés d'une analyse de deux enquêtes d'opinion publique réalisées par la firme Ipsos-Reid pour différents ministères du gouvernement fédéral, dont Patrimoine canadien. Les enquêtes ont été réalisées auprès de plus de 2 000 jeunes Canadiens âgés de 12 à 30 ans.

Préoccupations principales des jeunes :

- Les francophones hors Québec sont deux fois plus préoccupés par la criminalité, la violence et les gangs de rue que le reste des jeunes Canadiens. Il s'agit, à leurs yeux, du deuxième plus important problème auquel ils font face.
- Pour les jeunes anglophones du Québec, les problèmes les plus importants auxquels ils sont confrontés sont le chômage et la difficulté de trouver un emploi.
- Pour les jeunes anglophones vivant à l'extérieur du Québec, le deuxième problème le plus important est l'éducation et les frais de scolarité. En comparaison avec les jeunes de la minorité et les jeunes du Québec, ils sont proportionnellement deux fois plus nombreux à avoir cerné ce problème comme étant un enjeu important.
- Pour les jeunes de l'Ouest et du Yukon, le problème le plus important auquel ils sont confrontés est l'alcool, le tabagisme et la drogue. Cette proportion est plus élevée que la moyenne de l'ensemble des jeunes au Canada.
- Pour les jeunes du Québec, l'éducation et les frais de scolarité, bien qu'elle soit la deuxième plus grande préoccupation, se situe bien en deçà de la moyenne de l'ensemble des jeunes Canadiens.
- Les jeunes de l'Atlantique considèrent, dans une plus forte proportion que l'ensemble des jeunes Canadiens, que le chômage et la difficulté de trouver un emploi est l'un des plus importants problèmes auxquels les jeunes sont confrontés.
- Plus de 95 % des jeunes vivant en situation minoritaire considèrent que le fait de connaître l'anglais et le français améliorera leurs chances de décrocher un emploi.
- Près de 70 % des jeunes répondants vivant en situation majoritaire sont ou auraient été intéressés à prendre part à des échanges linguistiques scolaires pour entrer en contact avec des jeunes appartenant à des CLOSM.
- Plus de 80 % des jeunes répondants vivant en situation minoritaire considèrent que leur formation primaire/secondaire leur a donné une bonne occasion d'apprendre leur deuxième langue officielle. Chez les jeunes répondants majoritaires, cette proportion diminue à 63,6 %.
- Pour presque l'ensemble des énoncés, la proportion des jeunes en accord avec les énoncés diminue, plus on se déplace vers l'Ouest du pays.
- Les jeunes anglophones bilingues du reste du Canada sont davantage en faveur des différents énoncés que leurs homologues anglophones non bilingues. Ils sont parmi ceux qui sont le plus en accord avec les avantages économiques associés à la maîtrise des deux langues officielles.
- Au Québec, une très forte proportion de jeunes sont d'avis que tous les gens qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires devraient avoir une connaissance pratique de l'anglais et du français.
- Plus de 9 jeunes francophones hors Québec sur 10 considèrent que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer dans la promotion et la protection du français au sein de la société canadienne.
- Plus de 80 % des jeunes sont d'avis que les services gouvernementaux devraient être offerts en anglais et en français partout au pays. Dans l'Ouest, c'est 3 jeunes sur 4 qui sont d'accord avec cet énoncé.

## Dualité linguistique

- Pour presque l'ensemble des énoncés, la population vivant en situation minoritaire appuie plus fortement que la population majoritaire les politiques publiques, la dualité linguistique et le bilinguisme. Dans l'ensemble, les anglophones du Québec soutiennent moins les affirmations que les francophones hors Québec.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Martin Durand au 819-994-1917.

# Établir des liens avec les jeunes canadiens

*Avec la collaboration de Mercedes Morin, Patrimoine canadien*

Le programme Échanges Canada de Patrimoine canadien permet aux jeunes Canadiens de créer des liens entre eux de diverses façons et renforce l'identité canadienne de même que le sentiment d'appartenance au Canada en aidant les jeunes à apprécier la diversité et les similitudes au sein de la société canadienne. Échanges Canada est expressément conçu pour appuyer les activités qui favorisent les expériences d'échanges bilingues et pour aider les jeunes à améliorer leurs compétences dans leur seconde langue officielle. Le programme comporte deux volets : Échanges Jeunesse Canada et Forums Jeunesse Canada.

## Échanges Jeunesse Canada

Grâce au financement octroyé en vue d'appuyer des échanges réciproques entre les groupes de jeunes Canadiens, les participants de diverses régions du pays sont jumelés en fonction de leur âge et de leurs intérêts. Tour à tour, les participants accueillent leur jumeau sous leur toit et prennent une part active dans la planification de l'échange. Ils communiquent également de façon régulière avec leur jumeau, effectuent des recherches sur leur communauté et celle de leur jumeau et participent à la collecte de fonds. Les échanges sont habituellement d'une durée d'une semaine et peuvent se faire partout au Canada. En 2006-2007, près de 9 000 jeunes ont pris part au programme.

## Forums Jeunesse Canada

Parmi les projets admissibles se trouvent les forums nationaux destinés aux jeunes, les sessions d'études postsecondaires au sein d'une autre région du Canada et les projets comme les ateliers, les échanges thématiques d'intérêt pour les jeunes Canadiens ainsi que d'autres expériences liées aux échanges qui permettent d'atteindre les objectifs du programme Échanges Canada. Les forums sont habituellement d'une durée d'une semaine et peuvent se tenir n'importe où au Canada. En 2006-2007, près de 5 600 jeunes ont participé aux événements appuyés par le programme.

Le séminaire national des débats constitue un exemple de projet financé en 2007. Cette activité annuelle, organisée par la Fédération canadienne des débats d'étudiants (FCDÉ), vise à initier les étudiants à l'art du débat tout en offrant des possibilités d'échange culturel entre les jeunes de toutes les régions du pays. Le séminaire se tient à un lieu différent au Canada chaque année. La FCDÉ offre aux étudiants la possibilité d'y participer à titre de représentants anglophones, francophones ou bilingues. Ce dernier volet du séminaire implique le passage d'une langue à l'autre pour les participants au cours de leurs discours et débats et permet de faire valoir la nature bilingue du Canada.

# Premier Choix aide les jeunes Manitobains à se trouver un emploi

*Avec la collaboration de Louise Hébert-Rahemtulla, Service Canada*

Créé par l'organisme à but non lucratif Premier Personnel Corp., Premier Choix est un projet bilingue financé en vertu du programme Connexion compétences de la Stratégie emploi jeunesse de Service Canada au Manitoba. De février 2007 à février 2008, 75 francophones auront participé au projet qui vise à aider les jeunes Manitobains éprouvant des obstacles à se trouver un emploi en leur donnant accès à des services de coaching et à diverses ressources leur permettant d'accroître leur employabilité.

Premier Choix maintient des liens étroits avec les organisations francophones de la communauté, dont le Collège Louis-Riel, la Division scolaire franco-manitobaine, le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba, la Corporation catholique de la santé du Manitoba et l'Accueil francophone. Le projet a d'ailleurs remporté un certificat de reconnaissance décerné par la Division scolaire franco-manitobaine pour sa contribution à l'égard des jeunes.



Les participantes du Forum Le pouvoir, c'est osé!

## Les femmes et le pouvoir d'influence

*Avec la collaboration de Mila Younes, Condition féminine Canada*

**D**ans le cadre d'un projet financé par le Programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada en collaboration avec d'autres groupes jeunesse, une quarantaine de jeunes femmes âgées entre 14 et 25 ans provenant de partout au pays se sont rencontrées à Ottawa sous le thème « Le pouvoir, c'est osé ». L'objectif était d'articuler les défis auxquels les femmes font face et les outils dont elles auraient besoin pour les aider à exercer davantage d'influence dans leur communauté et ailleurs. Les sept priorités suivantes ont été définies lors de la rencontre : briser les mythes du féminisme, la révolution

de l'image féminine, les femmes et la politique, les défis de la super femme en 2007, la violence faite aux femmes, la femme immigrante au Canada, et finalement, l'équité en matière d'emploi et femmes en pouvoir. Les jeunes femmes sont retournées dans leurs régions respectives dotées d'outils et de mécanismes pour mettre en œuvre les changements auxquels elles aspirent au sein de leurs communautés. Cet événement a été organisé par l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) qui reçoit l'appui continu de Patrimoine canadien. Pour plus d'information, visitez le [www.affc.ca](http://www.affc.ca).

## Un site Web bilingue entièrement animé par des jeunes

*Avec la collaboration de Jo-Anne Lecompte, Gendarmerie royale du Canada*

**A**fin d'aider les jeunes à se sentir en sécurité au sein de leur communauté, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a mis sur pied le programme « choix.org » qui offre un site Web bilingue entièrement animé par des jeunes. Ce programme, qui célèbre son 10<sup>e</sup> anniversaire, appuie la priorité stratégique Jeunesse de la GRC et vise à encourager les jeunes de partout au Canada à prendre des décisions saines et éclairées de même qu'à s'impliquer au sein de leur communauté. Le site Web renouvelé, lancé en janvier 2006, génère un nombre impressionnant de visites, soit 1,1 million chaque mois. Il aborde une multitude de sujets et offre des présentations spéciales, des faits éclairés et des blogues en ligne dirigés sur les enjeux importants pour les jeunes, notamment l'intimidation, la sécurité Internet, la conduite avec facultés affaiblies et les gangs de jeunes. À titre de service de police nationale du Canada, la GRC est présente dans toutes les provinces et tous les territoires et fait la promotion du site Web choix.org. La Direction des

langues officielles, en collaboration avec les Services nationaux pour les jeunes, a présenté les programmes Jeunesse nationale et choix.org aux groupes jeunesse des communautés de langue officielle en situation minoritaire ainsi qu'à d'autres institutions fédérales lors de la réunion des coordonnateurs nationaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, tenue le 4 octobre 2007. La Direction fait également la promotion du site Web choix.org dans le cadre d'autres réunions interministérielles.



L'équipe de choix.org parcourra prochainement le Canada afin de consulter les jeunes, de promouvoir le site Web et de recruter des jeunes afin de former un comité consultatif national. Le parcours comptera un arrêt au Québec et deux au Nouveau-Brunswick afin de veiller à ce que les communautés anglophones et francophones soient servies. Pour plus d'information, veuillez visiter le site Web [www.choix.org](http://www.choix.org).

# Campagne des langues officielles

Avec la collaboration d'Alice Barnabé, Agence de la fonction publique du Canada

Les langues officielles :  
une formule gagnante.



Le 9 octobre 2007 marquait le lancement de la Campagne d'information sur les langues officielles. Cette campagne nationale de promotion des langues officielles est le fruit d'un partenariat entre neuf organismes : l'Agence de la fonction publique du Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada, le Bureau du vérificateur général du Canada, la Commission de la fonction publique du Canada, Industrie Canada, Patrimoine canadien, Ressources naturelles Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et VIA Rail Canada.

La campagne comporte trois objectifs interdépendants :

- informer les employés de leurs droits et obligations en matière de langues officielles;
- informer les employés des obligations du gouvernement du Canada à l'endroit des communautés de langue officielle en situation minoritaire et promouvoir l'anglais et le français au Canada; et
- mieux ancrer les langues officielles dans les valeurs fondamentales de la fonction publique et de la société canadienne.

Les slogans de la campagne sont les suivants :

- Offrir un service de qualité en français et en anglais, c'est notre fierté.
- À travailler ensemble dans la langue officielle de son choix, tout le monde y gagne.

- Le développement des communautés minoritaires francophones et anglophones, à nous de jouer.
- Les langues officielles sont une de nos richesses.
- Les langues officielles : formule gagnante.
- Respecter les langues officielles, c'est appuyer les communautés partout au pays.
- Les leaders incitent à l'action dans les deux langues officielles.

L'événement, qui au départ consistait en un petit-déjeuner d'affaires, comprenait les discours-programmes de Monique Boudrias, première vice-présidente de l'Agence, et de Judith A. LaRocque, sous-ministre du Patrimoine canadien. Les allocutions soulignaient l'importance capitale des langues officielles, aussi bien dans la société canadienne qu'au sein des organismes assujettis à la *Loi sur les langues officielles*. Les allocutions figurent sur le site [www.psagency-agencefp.gc.ca/ollo](http://www.psagency-agencefp.gc.ca/ollo).

Puis, les champions des langues officielles, gestionnaires et coordonnateurs nationaux de l'article 41 de la *Loi* ont eu droit à un aperçu de la première série d'objets promotionnels (bannières, affiches, publications). Il est possible de les examiner et de les commander sur le site Web de l'Agence. D'autres produits seront offerts sous peu.

## Principaux enjeux des communautés anglophones de Montréal

Avec la collaboration de Beverley Caplan, Patrimoine canadien

L'initiative pour le développement communautaire dans la région du Grand Montréal consiste en un projet communautaire visant à cibler les principaux enjeux auxquels sont confrontées les communautés anglophones de la région du Grand Montréal. Le premier volet du projet comportait une analyse documentaire de la recherche sur les communautés anglophones, des consultations dans cinq régions de Montréal de même qu'une séance destinée au

grand public et des discussions entre experts. Le rapport sur les résultats de la première étape a été publié en septembre 2007 et peut être consulté par l'entremise du site Web du Quebec Community Groups Network à l'adresse [www.qcgn.ca](http://www.qcgn.ca). Le rapport de l'initiative met l'accent sur six principaux sujets : la démographie, les services de santé et services sociaux, l'éducation, l'emploi et le développement économique, la participation sociale de même que les arts et la culture.

# Recherche sur les services de garde en français

*Avec la collaboration de Gordon Lenjosek, Ressources humaines et Développement social Canada*

Plus de 300 enfants de six communautés francophones en situation minoritaire à l'échelle du pays participent à un projet pilote de garde d'enfants qui se déroule de septembre 2007 à octobre 2009. Intitulé « Je pars en grand », ce projet de recherche réalisé par Ressources humaines et Développement social Canada étudie les effets de services de garde enrichis en français sur le développement linguistique et culturel ainsi que sur la capacité d'apprentissage de jeunes enfants d'âge préscolaire. Ce projet fait partie du Plan d'action

pour les langues officielles du gouvernement lancé en 2003 et a reçu l'appui du gouvernement actuel. Les communautés suivantes ont été choisies pour participer au projet à l'issue d'un processus concurrentiel : Edmundston et Saint John, au Nouveau-Brunswick, Cornwall, Orléans et Durham, en Ontario, et Edmonton, en Alberta. Des ateliers d'alphabétisation familiale sont également prévus afin d'offrir aux parents des conseils, des ressources et de la formation pour les aider à soutenir l'apprentissage de leur enfant.

## L'École de la fonction publique du Canada joue un rôle actif en langues officielles

*Avec la collaboration de Pierre Marquis, École de la fonction publique du Canada*

L'École de la fonction publique du Canada intègre les langues officielles ainsi que le contenu lié à l'article 41 dans l'ensemble de ses cours et programmes, soulignant l'important rôle des fonctionnaires relativement à l'appui au développement et à la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) au pays de même qu'à la promotion de la dualité linguistique. Les produits d'apprentissage de l'École sont offerts dans l'une ou l'autre des langues officielles ou dans un format bilingue, et une attention particulière est accordée au suivi des évaluations de fin de cours des participants francophones afin de veiller à ce que les cours soient adaptés à leurs besoins linguistiques et à leurs besoins en matière d'apprentissage. Parallèlement, l'École est un « modèle » de leadership à cet égard; elle veille à ce que les cours soient offerts dans les deux langues officielles, choisit des experts qui sauront être le reflet de la diversité culturelle et linguistique du Canada et élargit la portée de ses activités dans les régions.

Étant donné le rôle central qu'elle joue dans l'offre d'une formation linguistique aux fonctionnaires de tout le pays, y compris ceux qui habitent ou travaillent au sein de CLOSM, l'École collabore avec l'Université Sainte-Anne et le Conseil fédéral régional d'Halifax en vue de la prestation de cours de français. De plus, l'École participe activement au cours d'immersion française à Pointe-de-l'Église, en Nouvelle-Écosse. Ce cours, dirigé par le bureau de l'École à Halifax et objet d'un projet pilote d'une semaine en 2004 et en 2006, offre aux

fonctionnaires la possibilité de pratiquer leur français dans une CLOSM tout en apprenant à apprécier davantage la culture francophone de la région. Au Québec, l'École a établi un partenariat avec le Collège Shawinigan et le réseau des cégeps afin de veiller à ce que les employés fédéraux des régions éloignées puissent accéder à l'un de ses programmes de maintien de la langue seconde en anglais puisque l'accès à une formation dans cette langue s'avère très rare. Certains de ses élèves ont également consacré du temps à titre de stagiaires bénévoles auprès de groupes appartenant à la communauté anglophone dans le cadre de la dernière étape de leur programme de formation. Grâce à cette initiative, les élèves ont pu davantage mettre en pratique leurs nouvelles compétences langagières dans un réel contexte anglophone, et cette aide supplémentaire a aussi été fort appréciée par les petits groupes communautaires qui jouent un rôle important dans le maintien de la vitalité des CLOSM.

L'École collabore également avec plusieurs universités francophones et la communauté francophone des Prairies afin de donner des cours de langue, de tenir des forums et activités de maintien des acquis et d'offrir des sessions d'immersion française partout dans la région. En Ontario, l'École a mis sur pied des projets conjoints en vue de partenariats de formation linguistique avec le Collège Glendon et le Collège Boréal. Elle continue de miser sur ces relations par l'entremise de projets pilotes et de consultations avec ces deux établissements du Réseau franco-ontarien d'enseignement postsecondaire.



## Comité RDÉE Atlantique/APÉCA

*Avec la collaboration de Ghislaine Savoie, Agence de promotion économique du Canada atlantique*

Le comité RDÉE Atlantique/APÉCA (Agence de promotion économique du Canada atlantique) a vu le jour au printemps 2007. Ce comité est formé des représentants provinciaux des RDÉE des quatre provinces de l'Atlantique et des représentants de l'APÉCA. Le comité s'est doté d'un protocole d'entente s'étendant du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2009. Il a comme raison d'être de mener à bien des actions de collaboration pour renforcer les assises économiques communautaires et d'entrepreneuriat des communautés acadiennes et francophones en Atlantique. L'entente comporte les objectifs suivants :

- Le partage des plans d'action, des mandats et des objectifs ainsi que des activités entre les intervenants en développement économique tels que l'APÉCA et les autres institutions fédérales.

- La contribution au développement économique et à l'entrepreneuriat durables.

Le Réseau national de développement économique et d'employabilité Canada (RDÉE) favorise, en collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, le développement économique et la création d'emplois afin d'assurer la vitalité et la pérennité des communautés francophones et acadiennes du Canada. Le Comité est un instrument de rapprochement entre les communautés francophones et acadiennes et le gouvernement du Canada. L'objectif est de favoriser le développement et l'épanouissement socioéconomique de la francophonie canadienne.

## Les entreprises du Manitoba percent les marchés francophones

*Avec la collaboration de Jody Simonson, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada*

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) offre des activités de soutien liées au développement économique et à l'attraction d'investissements réalisés par l'Agence nationale et internationale du Manitoba (ANIM). Cet organisme à but non lucratif a été créé récemment par la Société franco-manitobaine en tant qu'entité distincte. Dans le cadre de son mandat, l'ANIM travaillera dans les deux langues officielles du Canada en vue d'offrir des services aux organismes et entreprises du Manitoba qui souhaitent étendre leur présence sur les marchés francophones nationaux et internationaux. Elle fournira aussi des services relatifs à l'attraction d'investissements, en collaboration avec des clients

d'affaires étrangers qui aimeraient investir dans la province. L'ANIM misera sur des partenariats et des réseaux déjà établis au Québec, en France, en Belgique et en Tunisie. L'aide de DEO servira notamment : à établir des partenariats dans les régions ciblées; à élaborer des principes directeurs en vue de travailler avec des entreprises manitobaines qui désirent exporter leurs produits et également en ce qui concerne des services offerts aux entreprises à l'étranger qui veulent investir dans la province; à désigner des occasions d'investissement; à organiser des missions économiques et, enfin, à concevoir le site Web de l'ANIM.



Michel C. Caron, directeur, Mesures actives d'emploi, entouré de l'équipe des politiques de communautés minoritaires de langue officielle de Ressources humaines et Développement social Canada, reçoit une plaque honorifique de Frank Saulnier, président-directeur général, RDÉE Alberta.

## 10 ans de collaboration

*Avec la collaboration de Martine Boucher, Ressources humaines et Développement social Canada*

Depuis près de dix ans maintenant, Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) collabore avec le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et ses membres afin de promouvoir le développement économique communautaire et la vitalité au sein de communautés de langue française en situation minoritaire partout au pays. En septembre 2007, dans le cadre du 10<sup>e</sup> anniversaire du Conseil de développement économique de l'Alberta (RDÉE Alberta), Frank Saulnier, président-directeur général, tenait à souligner cette collaboration en remettant

une plaque honorifique aux employés de RHDSC. Lors de cette rencontre, Monsieur Saulnier s'est entretenu avec les employés de la Direction des Politiques jeunesse et des communautés minoritaires de langue officielle afin de leur faire part de projets et de partenariats concrets se déroulant au sein des communautés de langue française de l'Alberta. Cette rencontre, des plus intéressantes, a permis aux employés d'en savoir un peu plus sur le dynamisme de ces communautés et de réaliser à quel point les réseaux communautaires jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement économique et de la vitalité.

## Lauriers de la PME 2007

*Avec la collaboration de Michel Riopel, Service Canada, et Johanne Bourgeois, Ressources humaines et Développement social Canada*

Le 10 novembre 2007, avait lieu à Ottawa la 4<sup>e</sup> édition du gala des Lauriers de la PME, organisé par le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada). Ce concours biennal souligne l'excellence des entreprises francophones à l'extérieur du Québec. Les entreprises inscrites au concours sont choisies par les organisations provinciales et territoriales membres du RDÉE Canada, lequel fait la sélection finale en fonction de la performance économique et de l'engagement social de ces entreprises. En 2007, trente-cinq entreprises finalistes francophones provenant des communautés de langue

officielle en situation minoritaire au Canada étaient en lice dans quatre catégories : entreprises de transformation, entreprises de services, micro-entreprises et nouvelles entreprises. Pour connaître le nom des lauréats, visiter le [www.rdee.ca](http://www.rdee.ca).

Le concours des Lauriers de la PME bénéficie d'un ensemble de partenaires publics et privés. Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, Industrie Canada, la Banque de développement du Canada et Patrimoine canadien sont des partenaires clés de l'événement.



# Éducacentre lance son Campus virtuel

*Avec la collaboration de Jean Laberge, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada*

**E**n novembre 2007, le Collège Éducacentre, qui offre des cours postsecondaires en français dans ses quatre établissements de la Colombie-Britannique, inaugurerait son Campus virtuel auprès du public. Les cours en ligne portent sur des domaines en plein essor, dont la santé, l'éducation, la restauration, l'hôtellerie et le tourisme. Grâce à une collaboration soutenue avec le Service fransaskois de formation aux adultes, le Service d'orientation et de formation aux adultes au Yukon, la Fédération franco-ténoise et

l'Association des francophones du Nunavut, cet enseignement à distance est également offert aux étudiants francophones et bilingues de ces régions. Soutenue par Patrimoine canadien, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique et Industrie Canada, cette initiative vise à garantir un meilleur accès aux études supérieures pour les francophones vivant dans le Nord et l'Ouest du Canada, améliorant ainsi leurs perspectives de carrière.

## Attirer les touristes francophones dans l'Ouest canadien

*Avec la collaboration de Jody Simonson, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada*

**L**e Corridor touristique francophone de l'Ouest (CTFO) est une initiative des Organisations francophones à vocation économique (OFVE) à l'échelle des provinces de l'Ouest, qui font la promotion du tourisme francophone dans l'Ouest canadien. Ce projet vise à tirer parti des réussites des années antérieures, en déployant des efforts plus importants en vue d'attirer les Québécois de 55 ans et plus. Un sondage effectué par Léger Marketing a révélé quelques conclusions positives. En effet, au total, 96 % des répondants ont déclaré être satisfaits des services assurés par le CTFO, près de deux tiers ont affirmé avoir visité des endroits qu'ils n'auraient probablement pas visités autrement s'ils n'avaient pas consulté le guide de voyage qui leur avait été fourni, 77 % ont dit avoir été servis en français et 93 % ont fait savoir qu'ils aimeraient un jour revisiter l'Ouest canadien. Pour de plus amples renseignements au sujet de cette initiative, veuillez consulter le site suivant : [www.lecorridor.ca](http://www.lecorridor.ca).

Le CTFO découle du plan d'action 2005-2007 des OFVE, préparé dans le but de renouveler leur engagement à promouvoir les attractions, les petites et moyennes entreprises ainsi que l'unicité de chacune des quatre provinces de l'Ouest. Le plan propose de mettre en œuvre et d'élaborer un certain



Lac Berg (Alberta)

nombre d'initiatives de marketing, de participer à des salons professionnels sur le tourisme et de faciliter les visites guidées pour les médias afin de favoriser une meilleure connaissance de l'Ouest canadien. Le principal objectif consiste à accroître le tourisme et la position de l'Ouest dans le marché du Québec, en misant sur les capacités bilingues au sein des quatre provinces.



Membres du comité national lors de la visite à Saint-Camille

## Visite pédagogique de Saint-Camille

Avec la collaboration de Martine Boucher, Ressources humaines et Développement social Canada

Le Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone du Québec, dans un effort visant à observer de près une réussite socioéconomique, a visité divers sites de Saint-Camille, un village d'environ 450 habitants qui travaille avec ardeur à sa revitalisation à la suite d'années marquées par le déclin de sa population. Situé à 35 kilomètres à l'est de Sherbrooke, Saint-Camille a lancé quelques initiatives remarquables, dont voici deux exemples :

### **Le P'tit Bonheur**

Ce centre culturel et communautaire à but non lucratif, situé dans un ancien magasin général, a été mis sur pied en 1988 par un petit groupe d'investisseurs privés locaux afin d'offrir

un lieu de rassemblement aux personnes de tout âge. Aujourd'hui, il s'agit d'une coopérative autonome qui accueille des productions théâtrales et musicales, des conférences, des expositions, des sessions de formation, et offre divers services de restauration.

### **La Clé des Champs de Saint-Camille**

Cette coopérative de solidarité se concentre sur l'offre de produits agricoles de la région sur le marché local et sur l'accessibilité des ressources pour les membres de la coopérative en vue de les aider dans cette voie. La vente des fruits et légumes, auxquels ils ont accès tout au long de la période de croissance et de récolte, permet de soutenir la prochaine récolte.

## Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone du Québec

Avec la collaboration de Martine Boucher, Ressources humaines et Développement social Canada

En octobre 2007, les partenaires fédéraux et communautaires se sont rencontrés à Sherbrooke (Québec) pour assister à une réunion du Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone. Cette réunion, coprésidée par Rachel Larabie-LeSieur, sous-ministre adjointe à Industrie Canada, et par Jo Anne Fandrich, présidente de la Table communautaire, a permis aux participants d'échanger de l'information et des exemples de réussite, de promouvoir les possibilités et les nouveaux projets, d'exprimer les points de vue et préoccupations des communautés, de même que de créer des partenariats et des alliances. Au cours de la rencontre, la Table communautaire a présenté un intéressant exposé au sujet de l'Indice de vitalité des collectivités, un outil conçu dans le but de cibler les besoins et préoccupations communautaires et d'aider les collectivités à mesurer leur vitalité. Des représentants d'Industrie Canada ont présenté des possibilités d'affaires en vue des Jeux olympiques de 2010 à Vancouver. Les participants ont également assisté à une présentation du

Quebec Community Groups Network portant sur l'initiative pour le développement communautaire dans la région du Grand Montréal.

Le Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone est un partenariat entre le gouvernement du Canada et les membres des communautés minoritaires anglophones du Québec. Ce partenariat découle d'une vision conjointe pour des communautés minoritaires anglophones solides et durables dans l'ensemble du Québec. Le Comité national s'est engagé à appuyer cette vision par l'entremise de ses deux collaborateurs à parts égales : la Table gouvernementale et la Table communautaire.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Martine Boucher au 819-934-6165 ou par courriel à [martine.boucher@hrsdc-rhdscc.gc.ca](mailto:martine.boucher@hrsdc-rhdscc.gc.ca).

# Promotion des services bilingues

*Avec la collaboration de Philippe Laurencelle, Patrimoine canadien*

La Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles (DGPALO) de Patrimoine canadien a organisé en septembre 2007 à Gatineau, pour la première fois, un forum sur la promotion des services bilingues dans le secteur privé. L'objectif était de rassembler des participants œuvrant dans ce domaine en vue de partager les meilleures pratiques. Le forum a attiré une vingtaine de participants, dont 14 représentants d'associations communautaires francophones, d'organismes municipaux et provinciaux, de regroupements de développement économique qui travaillent notamment auprès des commerçants.

Au cours de la rencontre d'une journée, les participants ont présenté dix projets menés un peu partout au pays. Les projets ont porté sur une gamme d'activités allant des campagnes de

visibilité du fait français et de la sensibilisation des entreprises sur les avantages d'offrir des services au public dans les deux langues officielles à l'offre active d'outils pratiques aux entreprises. Ces outils comprennent entre autres des ateliers de formation linguistique pour le personnel, des certificats de reconnaissance aux entreprises offrant des services bilingues, divers moyens de répertoire et de promouvoir les services offerts en français. Un court sommaire résumant les éléments clés de chacun des projets est diffusé via le site Internet des langues officielles à Patrimoine canadien sous la rubrique Citoyenneté et Identité au [www.pch.gc.ca](http://www.pch.gc.ca). On espère ainsi favoriser la mise sur pied d'autres initiatives dans ce domaine.

# Ajout aux priorités pour favoriser l'immigration au sein des communautés

*Avec la collaboration de Denise Legault, Citoyenneté et Immigration Canada*

En septembre 2006, le Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire dévoilait son plan stratégique pour favoriser l'immigration dans ces communautés. Le Plan fixait neuf priorités d'intervention pour les cinq prochaines années, qui touchaient notamment au soutien de réseaux locaux, à l'offre d'une formation linguistique, à la mise à jour des compétences professionnelles, à la création de micro-entreprises et à la sensibilisation de la communauté locale à l'immigration. Voilà que trois nouvelles priorités s'ajoutent, soit :

- l'intégration au marché du travail;
- l'engagement des employeurs;
- l'appui à des établissements postsecondaires de langue française en vue du recrutement et de l'intégration d'étudiants internationaux.

Ces nouvelles priorités sont le fruit du travail du Comité de mise en œuvre créé en janvier 2007. Pour plus d'information, visitez le [www.cic.gc.ca](http://www.cic.gc.ca), sous la rubrique Publications.





Robert Morin, secrétaire général du CRTC, lors de la rencontre du groupe de discussion.

« On espère ainsi que les communautés interviennent davantage dans les processus publics afin que le Conseil puisse mieux tenir compte de leurs intérêts... »

## Dialogue prometteur entre le CRTC et les communautés

Avec la collaboration de Frédéric Janelle, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a récemment lancé une initiative qui promet d'avoir des retombées positives pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). Le groupe de discussion CLOSM-CRTC a tenu sa première rencontre en septembre 2007, rassemblant des représentants d'un peu partout au pays. L'objectif du groupe est double : favoriser une meilleure compréhension des enjeux des CLOSM par le CRTC et une meilleure connaissance, par les CLOSM, du fonctionnement et du rôle des processus publics dans les décisions du CRTC. On espère ainsi que les communautés interviennent davantage dans les processus publics afin que le Conseil puisse mieux tenir compte de leurs

intérêts dans ses prises de décision et lors de l'élaboration de ses politiques. Parmi les mesures qui seront prises dans cette optique, le CRTC créera prochainement une section dédiée aux communautés sur son site Internet. Le groupe de discussion nommera un représentant des CLOSM comme coprésident, fonction partagée avec Annie Laflamme, coordonnatrice des langues officielles pour le CRTC.

Le CRTC a profité de la rencontre pour annoncer la nomination de Renée Fairweather comme nouvelle championne des langues officielles au CRTC, succédant à Diane Rhéaume, qui exerçait ce rôle depuis plusieurs années.

## De l'information continue dans les deux langues officielles partout au pays

Avec la collaboration de Frédéric Janelle, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)

Le CRTC a rendu une décision en juillet 2007 qui profitera aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. Le CRTC oblige certaines entreprises de distribution par satellites et des entreprises de distribution de radiodiffusion d'inclure dans leur service numérique de base un réseau d'information continue en anglais (CBS Newsworld) au Québec et en français (RDI) à l'extérieur du Québec. Le CRTC a reconnu dans cette décision l'importance exceptionnelle de

ces services pour les communautés et est d'avis que tous les francophones et anglophones du Canada devraient avoir accès à un service de nouvelles et d'information dans leur propre langue.

Pour plus d'information, consulter le site du CRTC, sous la rubrique Décisions, avis et ordonnances au [www.crtc.gc.ca](http://www.crtc.gc.ca).

# Concertation interministérielle dans l'Ouest

Avec la collaboration de Marie Gaudet, Patrimoine canadien

C'est sous le thème « Créons des mesures positives », que 65 participants issus de plusieurs agences et institutions fédérales et de la communauté franco-albertaine ont participé à une rencontre de concertation interministérielle le 12 octobre 2007 à Edmonton, en Alberta. Cette journée de remue-méninges a porté entre autres sur les mesures positives prévues dans la nouvelle *Loi sur les langues officielles* et visant à promouvoir l'épanouissement de la communauté francophone. Ont été abordés notamment la réalité franco-albertaine, le rôle du Conseil fédéral de l'Alberta envers la communauté francophone, et la vision de Graham Fraser, commissaire aux langues officielles, sur la nouvelle *Loi*. Le Réseau interministériel des coordonnateurs de langue officielle de l'Alberta était de la partie et a présenté

Parmi les idées les plus prometteuses, mentionnons le lancement d'une campagne de promotion et de visibilité du fait français en Alberta en 2008-2009.

des exemples de réussites de collaboration entre la fonction publique fédérale et le secteur communautaire. Par la suite, les participants ont travaillé en ateliers, lesquels ont engendré nombre d'idées novatrices.

Parmi les idées les plus prometteuses, mentionnons le lancement d'une campagne de promotion et de visibilité du fait français en Alberta en 2008-2009, la mise sur pied d'une ligne téléphonique pour francophones et francophiles qui servirait de répertoire de services/activités/ressources francophones disponibles en Alberta. Une autre idée suggérait la rédaction d'un document résumant les mesures positives adoptées partout au pays, qui servirait aussi d'outil de référence aux organismes gouvernementaux et à la communauté francophone.

## L'après-Sommet des communautés francophones et acadiennes

Avec la collaboration de Manon Larocque, Patrimoine canadien

Patrimoine canadien annonçait en septembre 2007 un appui de 175 000 \$ à la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA). Cet appui permettra à la Fédération et à 33 organismes clés d'élaborer et de mettre en œuvre un plan stratégique communautaire d'ici le 31 mars 2008, s'inspirant des conclusions issues du Sommet des communautés francophones et acadiennes, qui s'est tenu du 1<sup>er</sup> au 3 juin 2007. Le Plan stratégique communautaire national comprendra des actions à entreprendre au cours de la prochaine décennie dans cinq chantiers spécifiques, soit



l'augmentation de la population des communautés, l'accroissement de leur capacité de vivre en français, le renforcement de leur gouvernance, une influence accrue auprès des gouvernements et une amélioration de leur qualité de vie et de leur développement économique et social.

La FCFA est le porte-parole national et international des communautés de langue française en situation minoritaire au Canada. Elle regroupe des associations francophones provinciales et territoriales ainsi que des organismes nationaux œuvrant dans divers secteurs d'activités.

# La culture en cyber évolution!

Avec la collaboration de Kiran Cahoon, Industrie Canada

**P**ar suite de l'acceptation de son projet « Imagine l'espace culturel francophone canadien en cyber évolution » par le programme Franccommunautés virtuelles d'Industrie Canada, la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) a lancé à l'automne 2007 son tout nouveau site Internet : **www.fccf.ca**. « Alors qu'en 2007, la FCCF célébrait 30 ans d'engagement et de passion pour les arts et la culture, il était devenu crucial d'offrir, non seulement aux internautes canadiens, mais au monde entier une vitrine dynamique, moderne et multimédia de la création artistique et du développement culturel de la francophonie canadienne », de déclarer Raymonde Boulay LeBlanc, présidente de la FCCF.

La FCCF a pour mission de promouvoir l'expression artistique et culturelle des communautés francophones et acadiennes. Elle réunit des représentants de sept regroupements nationaux en théâtre, en littérature, en chanson-musique, en arts médiatiques et en arts visuels, ainsi que des représentants de onze provinces et territoires du Canada.

## Pour un meilleur accès aux services de santé

Avec la collaboration de Roger Farley, Santé Canada

**S**anté Canada a annoncé en octobre 2007 des fonds additionnels pour améliorer l'accès aux services de santé pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Cet investissement de 4,5 millions de dollars sera consacré à des initiatives et des projets de réseautage, de formation et de maintien en poste des professionnels de la santé. La Société Santé en français, dont l'objectif est de promouvoir le développement de la santé en français pour les communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire au Canada, recevra 3 millions de dollars pour améliorer l'accès aux services de santé dispensés aux communautés francophones hors Québec. Pour leur part, le Quebec Community Groups Network et l'Université McGill recevront respectivement

Ces fonds serviront à promouvoir le partage de l'information et l'établissement de liens plus solides entre les partenaires du secteur de la santé, les gouvernements et les communautés

1,1 million de dollars et 400 000 \$ pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés anglophones du Québec. Tony Clement, ministre de la Santé, a déclaré : « Ces fonds serviront à promouvoir le partage de l'information et l'établissement de liens plus solides entre les partenaires du secteur de la santé, les gouvernements et les communautés, pour créer des communautés plus en santé. » Dans l'ensemble, Santé Canada aura accordé un total de 133,5 millions de dollars entre 2003-2004 et 2007-2008 aux communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'échelle du pays dans le contexte du Plan d'action pour les langues officielles.



# Semaine de la dualité linguistique à TPSGC

Avec la collaboration de Julie A. Lemieux, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada



De gauche à droite : Michael M. Fortier, ministre de TPSGC; Graham Fraser, commissaire aux langues officielles; François Guimont, sous-ministre; Daphne Meredith, sous ministre déléguée; Francine Kennedy, championne de la promotion et de l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire; et Tim McGrath, champion de la culture organisationnelle et de la prestation des services bilingues.

La Semaine de la dualité linguistique a été lancée à la Place du Portage de Gatineau (Québec) par un discours du sous-ministre de TPSGC, François Guimont, du commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, et du ministre de TPSGC, Michael Fortier.

Afin de mieux faire connaître à leurs employés les occasions en matière de langue officielle, TPSGC a invité différentes institutions fédérales, telles que l'École de la fonction publique du Canada, Patrimoine canadien, le Bureau de la traduction, l'Agence de la fonction publique et des représentants du secteur communautaire comme la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA), le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) et la Table communautaire à installer leur kiosque et à distribuer de l'information sur les langues officielles.

Dans la région de l'Atlantique, on a organisé des activités virtuelles et réelles dans les bureaux de Moncton, Shediac, Saint John (Nouveau-Brunswick), Charlottetown, Halifax, Dartmouth, Sydney et St. John's (Terre-Neuve).

Les organisateurs sont unanimes à dire que cet événement a connu un franc succès et que les efforts que TPSGC met à promouvoir la dualité linguistique obtiendront les résultats escomptés.

**D**u 3 au 7 décembre 2007, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) tenait, pour la première fois, la Semaine de la dualité linguistique. Cet événement a été mis sur pied afin de sensibiliser les employés du Ministère aux deux langues officielles et ainsi favoriser leur rapprochement sur les plans linguistique et culturel. Sous le thème « La dualité linguistique, une expérience à vivre! », cet événement a permis de faire valoir les avantages du bilinguisme tant au niveau professionnel que personnel.

## Chantal Alarie à la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne

**E**n juillet 2007, Chantal Alarie a joint les rangs de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne. La Conférence est un organisme intergouvernemental fondé en 1994 qui regroupe les ministres provinciaux, territoriaux et fédéraux responsables de la prestation des services en français et de l'appui aux communautés francophones et à la francophonie canadienne. Elle traite des questions touchant la francophonie canadienne, oriente des démarches de coopération intergouvernementale et assume un rôle de catalyseur en appui à la francophonie

canadienne. La tenue de la conférence annuelle permet de débattre des questions intergouvernementales en matière de francophonie canadienne et d'entretenir un dialogue favorable au développement de politiques publiques renforçant la dualité linguistique canadienne. Les activités régulières de la Conférence sont administrées par un réseau de fonctionnaires provinciaux, territoriaux et fédéraux appelé le Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne. Chantal a travaillé au ministère du Patrimoine canadien à Saskatoon, de 1999 à 2007.